

Visa CF N° 067

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n° 2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'arrêté n° 2017-000135/MMC/SG/DGCM du 07 septembre 2017 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n° 2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km<sup>2</sup> ;
- VU l'arrêté n° 2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n° 2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n° 2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la lettre n° 17-00444/MMC/SG/DGCM du 23 août 2017 portant invite à payer des droits fixés à six millions (6 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n° 0541510 du 23-novembre-2017 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de la société **AGRI BIO SARL** enregistrée le **08 juin 2017**.

121 DEC 2017



## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Il est octroyé à la société **AGRI BIO SARL**, dans les conditions du présent arrêté, le permis de recherche dénommé « **POIKORO** », situé dans les provinces du Poni et de la comoé pour la recherche de l'**Or et les métaux de base**.

### ARTICLE 2 :

Ce permis couvre une superficie de **116,066 Km²**. Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	395 698	1 130 150
B	395 698	1 126 483
C	394 483	1 126 483
D	394 483	1 122 019
E	395 897	1 122 019
F	395 897	1 105 803
G	398 581	1 105 803
H	398 581	1 111 533
I	400 930	1 111 533
J	400 930	1 130 150
Ellipsoïde : Clarke 1880 / Datum : Adindan, Zone 30 N		

### ARTICLE 3 :

Le permis a une durée de validité de trois (3) ans pour compter de la date de signature du présent arrêté, il peut être renouvelé pour une durée de trois (3) ans et tout au plus deux (2) fois conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### ARTICLE 4 :

La société **AGRI BIO SARL** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

### ARTICLE 5 :

Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

### ARTICLE 6 :

La société **AGRI BIO SARL** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier :

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.

Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

**ARTICLE 7 :**

Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à La société **AGRI BIO SARL** de mener des activités d'exploitation.

**ARTICLE 8 :**

Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

**ARTICLE 9 :**

Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

**ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 29 DEC 2017



Oumarou IDANI  
Officier de l'Ordre National

**Ampliations:**

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMG
- 4- DGCM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région du SUD-OUEST
- 1- Gouverneur / Région des CASCADES
- 3-AGRI BIO SARL
- 1 -J.O.
- 1 - Classement

